
Contrat de performance énergétique
pour l'exploitation et la maintenance
des installations techniques de la
piscine Aulné'O à Saint-Goazec et
réalisation de travaux pour des
installations de panneaux
photovoltaïques sur les bâtiments
communaux pour de
l'autoconsommation collective
Communauté de communes de
Haute Cornouaille

REGLEMENT DE LA
CONSULTATION



Date et heure limites de réception des candidatures :

Lundi 18 août 2025 à 08 :30

Table des matières

1	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
1.1	Nom et adresse du pouvoir adjudicateur	3
2	Objet et étendue de la consultation	3
2.1	Objet	3
2.2	Mode de passation et type de contrat	3
2.3	Décomposition de la consultation	3
2.4	Etendue des prestations	3
2.5	Nomenclature	4
2.6	Réalisation de prestations similaires	4
2.7	Renouvellement	4
3	Condition de la consultation	5
3.1	Délai de la validité des offres	5
3.2	Forme juridique du groupement	5
3.3	Variantes	5
3.4	Tranches optionnelles :.....	5
3.4.1	Tranche optionnelle n°01.....	5
3.4.2	Tranche optionnelle n°02.....	5
3.5	Confidentialité et mesures de sécurité	5
4	Conditions relatives au contrat	6
4.1	Durée du contrat ou délai d'exécution	6
4.2	Modalités essentielles de financement et de paiement	6
5	Contenu du dossier de consultation	6
6	Présentation des candidatures et des offres	7
6.1	Documents à produire.....	7
6.1.1	Phase candidature.....	7
6.1.2	Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :.....	8
6.1.3	Renseignements	8
6.1.4	Phase offre.....	9
6.2	Visite sur site	10
7	Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	10
7.1	Transmission électronique	10
7.2	Transmission sous support papier	12
8	Examen des candidatures et des offres.....	12
8.1	Examen des candidatures.....	12
8.2	Examen des offres.....	13
8.2.1	Examen des offres de base	13
8.3	Suite à donner à la consultation	14
8.3.1	Début de la période de négociation	15
8.3.2	Fin de la période de négociation	15
8.3.3	Attribution	16
9	Renseignements complémentaires.....	16
9.1	Adresses supplémentaires et points de contact	16
9.2	Procédures de recours.....	17

1 POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1 Nom et adresse du pouvoir adjudicateur

Communauté de communes de Haute Cornouaille

6 Rue de Morlaix, 29520 Châteauneuf-du-Faou

Tel :02 98 73 25 36

2 Objet et étendue de la consultation

2.1 Objet

Cette consultation concerne le Contrat de performance énergétique pour l'exploitation et la maintenance des installations techniques de la piscine Aulné'O à Saint-Goazec et réalisation de travaux pour des installations de panneaux photovoltaïques sur les bâtiments communautaires pour de l'autoconsommation collective.

Le présent marché a pour objet de confier l'exploitation des sites et installations suivantes :

N°	Site	Ville	Adresse
1	Piscine Aulné'O	Saint Goazec	Site de Penn Ar Pont, 29520 Châteauneuf-du-Faou

2.2 Mode de passation et type de contrat

La procédure de passation utilisée est : Procédure avec négociation

Elle est soumise aux dispositions suivantes :

- Type de Marché Public :
 - L1111-1 – Définition d'un Marché ;
 - L1111-4 – Marché de services ;
- Choix de la procédure de passation :
 - L2124-1 – Marchés passés selon une procédure formalisée ;
 - L2124-3 – Procédure avec négociation ;
- Avis de marché :
 - R2131-16 à R2131-17 – Avis de marché pour les marchés passés selon une procédure formalisée ;
- Règles applicables aux procédures de passation et aux techniques d'achat :
 - R2161-12 à R2161-23 – Procédure avec négociation ;

- | |
|---|
| 1. La notification du marché vaut bon de commande pour la période du marché, pour <u>les prestations forfaitisées</u> . |
|---|

2.3 Décomposition de la consultation

Sans objet.

2.4 Etendue des prestations

L'étendue des prestations est décrite dans les CCAP et CCTP du présent DCE.

2.5 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description	Code suppl. 1	Code suppl. 2	Code suppl. 3
71315000-9	Installations techniques de bâtiment			
45331000-6	Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation			
50531100-7	Services de réparation et d'entretien de chaudières			
50721000-5	Mise en état d'exploitation d'installation de chauffage			
71321200-6	Services de conception des systèmes de chauffage			
71700000-5	Services de surveillance et de contrôle			
45310000-3	Travaux d'équipement électrique			
45315400-2	Installations haute tension			
35100000-5	Matériel de secours et de sécurité			
03413000-8	Bois de chauffage			
51514110-2	Services d'installation de machines et d'appareils de filtration ou de purification de l'eau			
45261215 -4	Travaux de couverture de panneaux solaires			
09331200-0	Modules solaires photovoltaïques			
09332000-5	Installation solaire			

2.6 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires.

Dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence, notamment en ce qui concerne les autres équipements gérés par la Communauté de communes de Haute Cornouaille.

Des avenants et des marchés complémentaires pourront être conclus en cours de l'exécution du contrat.

2.7 Renouvellement

Il n'est pas prévu de prolongation ni de renouvellement du marché. Néanmoins si le marché devait être prolongé, il ne peut l'être qu'à l'initiative du Maître d'Ouvrage et par voie d'avenant.

3 Condition de la consultation

3.1 Délai de la validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

3.2 Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

3.3 Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3.4 Tranches optionnelles :

3.4.1 Tranche optionnelle n°01

Tranche optionnelle : P2 pour le nettoyage des plages des bassins de la piscine.

3.4.2 Tranche optionnelle n°02

La tranche optionnelle n°2 consiste à l'installation des panneaux solaires photovoltaïques en autoconsommation collective sur un ou plusieurs bâtiments de la Communauté de communes de Haute Cornouaille.

3.5 Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

4 Conditions relatives au contrat

4.1 Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée du contrat est fixée au CCAP.

4.2 Modalités essentielles de financement et de paiement

Financement sur budget d'exploitation et d'investissement de l'établissement.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

5 Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP exploitation et travaux) et ses annexes

Il est disponible gratuitement sur la plateforme de dématérialisation. Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 15 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6 Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre et la Candidature.

6.1 Documents à produire

6.1.1 Phase candidature

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

6.1.1.1 Situation juridique

- Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- Redressement judiciaire : le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur : le candidat produit une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du Code de la commande publique ;
- Engagement : le candidat produit si nécessaire les pouvoirs des personnes habilitées à l'engager juridiquement ;

6.1.1.2 Capacité

- Déclaration de chiffre d'affaires : déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique.
- Déclaration d'effectifs : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Références de travaux similaires : une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux.
- Références d'exploitations similaires : une liste de site similaire en exploitation au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, l'époque et le lieu d'exécution.
- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

6.1.2 Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
<p>Les nomenclatures des qualifications QUALIBAT ou équivalentes demandées sont :</p> <p>5213 – Installation de chauffage avec chaudière gaz/fuel en habitat individuel, collectif et tertiaire supérieur à 1000 m2</p> <p>5274- exploitation d'installation de chauffage et de rafraichissement avec garantie totale dans tout type de bâtiment supérieur à 1000 m2</p> <p>5911 – Installation photovoltaïques de puissance de raccordement inférieure ou égale à 36 kVA (technicité courante)</p> <p>5912 – Installation photovoltaïques de puissance de raccordement inférieure ou égale à 250 kVA (technicité confirmée)</p> <p>5913 – Installation photovoltaïques de puissance de raccordement inférieure ou égale à 500 kVA (technicité supérieure)</p>	Non

6.1.3 Renseignements

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur <http://marches-securises.fr>

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir au pouvoir adjudicateur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Service DUME :

Cette consultation est éligible au dispositif 'Service DUME' (ex MPS - Marché Public Simplifié) accessible sur l'url suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

Par ce dispositif, les candidats postuleront à la consultation par le biais d'un DUME (Document Unique de Marché Européen). Ce DUME sera pré-rempli sur la base du seul numéro SIRET et permettra de :

- Bénéficier d'une reprise des données légales de l'entreprise (raison sociale, adresse, mandataires sociaux) ;
- Bénéficier d'une reprise des données concernant la taille de l'entreprise et son chiffre d'affaires global ;
- D'attester du respect des obligations sociales et fiscales grâce à une requête automatisée auprès des administrations concernées (DGFIP, ACOSS).

Les autres informations éventuelles devront être complétées.

Attention, les candidats devront joindre leur offre technique et commerciale ainsi que les documents de la candidature qui ne seraient pas dans le formulaire DUME.

6.1.4 Phase offre

Pour le choix de l'offre, les candidats doivent produire les documents suivants :

- Un acte d'engagement (AE) et ses annexes pour l'offre de Base et pour la Variante obligatoire.

Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.

- Le mémoire justificatif des dispositions que l'entreprise se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce mémoire expose la manière dont le candidat exécute l'ensemble de ses prestations conformément aux dispositions du marché.

- Les certificats de visite complétés et signés

L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué la visite obligatoire sera déclarée irrégulière.

Le CCAP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

6.2 Visite sur site

Préalablement à la remise de leur offre, les candidats doivent participer à une visite obligatoire de la piscine dont la date sera transmise dans le courrier d'invitation à soumissionner. À la suite de cette visite, le candidat recevra un certificat à joindre obligatoirement à son offre.

La visite est obligatoire.

Les modalités de visite seront confirmées ultérieurement :

La date de visite provisoire est fixée le 25/08/2025.

L'ensemble des coûts inhérents à cette visite est à la charge du candidat.

Les candidats devront respecter les règles sanitaires en vigueur au moment de la visite.

En tout état de cause, au jour de la remise des offres, les candidats seront réputés avoir tout mis en œuvre pour prendre connaissance de toutes les conditions susceptibles d'avoir une influence sur l'exécution des prestations et ne pourront arguer d'une ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou des délais complémentaires

Le Candidat peut demander la réalisation de visite complémentaire en justifiant ça demande auprès du Maître d'ouvrage.

7 Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en Euro. Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

7.1 Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>.

Le choix du mode de transmission est dématérialisé. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

En cas de difficultés lors de la remise des candidatures et des offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique de la plateforme de dématérialisation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Cellule des marchés : Communauté de communes de Haute Cornouaille
6 rue de Morlaix – BP14 – 29520 Châteauneuf-du-Faou
Tel :02 98 73 25 36

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants :

- Format Microsoft Word («.doc») (version Word 97 et postérieures)
- Format Adobe Acrobat («.pdf») (version Acrobat 5 et postérieures)
- Format Microsoft Excel («.xls») (version Excel 97 et postérieures)

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera signée en version informatique ou papier au choix de Communauté de communes de Haute Cornouaille.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Le candidat est invité à utiliser le profile acheteur <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>.

Sur cette plateforme, le candidat pourra retrouver l'ensemble de ses retraits de dossier de consultation. L'inscription est un préalable obligatoire pour correspondre avec l'acheteur lors de chaque consultation (Questions/Réponses, Dépôt de candidatures et offres. . .). Elle permet également de bénéficier d'un service d'alertes sur les consultations (précisions, modifications, report de délais...).

Par conséquent, il est recommandé d'indiquer une adresse mail durable pendant toute la durée de la procédure, en priorité l'adresse de l'interlocuteur principal du candidat, ainsi que la ou

les adresses de remplacement en cas d'absence de ce dernier. Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme lors du déroulement de la consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse, ou en cas de suppression de ladite adresse.

7.2 Transmission sous support papier

Sans objet.

8 Examen des candidatures et des offres

8.1 Examen des candidatures

Les critères relatifs à la candidature et intervenant pour la sélection sont les **capacités techniques, financières et professionnelles**.

Les critères relatifs à la candidature sont :

- Garanties et capacités techniques et financières ;
- Capacités professionnelles ;

Les candidats devront disposer de capacités professionnelles, techniques et financières adaptées au regard de l'objet et de l'importance du marché ; l'appréciation de ces capacités est globale.

Pour justifier de leurs capacités professionnelles, techniques et financières, les candidats peuvent demander que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre les opérateurs et eux. Dans ce cas, les candidats justifient des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apportent la preuve qu'ils disposeront des capacités nécessaires pour l'exécution du marché.

L'absence de références relatives à l'exécution de marchés de même nature ne peut justifier l'élimination d'un candidat et ne dispense pas le Maître d'Ouvrage d'examiner les capacités professionnelles, techniques et financières des candidats, conformément à l'article R. 2142-14 du Code de la commande publique.

Capacité financière : C.A minimal exigé

Compte tenu de l'importance des prestations du présent marché global, le chiffre d'affaires minimal exigé pour candidater est fixé à 5 000 000 € H.T, conformément à l'article R2142-6 et R 2142-7 du code de la commande publique.

Critère minimal de capacité professionnelles : références sur des prestations similaires

Compte tenu de l'importance du projet photovoltaïque, le candidat devra présenter à minima des projets similaires réalisés à l'objet du marché, pour les organismes publics ou privés, en cours d'exécution ou exécutés au cours des trois dernières années. On entend par projet similaire la conception, la réalisation et l'exploitation de parc photovoltaïque de puissances comprises entre 36 kVA et 500 kVA.

8.2 Examen des offres

8.2.1 Examen des offres de base

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères		Pondérations
1.	PRIX DES PRESTATIONS EN COÛT GLOBAL (article R2171-3 du CCP) - (BPM exploitation + Tranche optionnelles) cette analyse se basera sur 15 ans	40 points
2.	VALEUR TECHNIQUE	60 points
EXPLOITATION ET MAINTENANCE DES INSTALLATIONS (20%)		
2.1	Présentation du personnel d'intervention – organisation technique et logistique du Candidat – organisation des interventions programmées, non programmées et en astreinte – fréquence des opérations d'entretien ;	4 points
2.2	Détails et pertinence des modèles de documents de suivi (Rapport d'exploitation, cahier de chaufferie et télégestions) ;	2 points
2.3	Cohérence et justification des prestations P2	4 points
2.4	Légionelle : descriptif de la procédure préventive et de la procédure curative, descriptif de l'audit de démarrage ECS, pertinence du Livret sanitaire présenté ;	3 points
2.5	Méthodologie et outils de suivi des signalements, méthodologie de reporting des températures, gestion et pertinence de la régulation et outils associés pour se conformer aux exigences du Maître d'Ouvrage et de ses usagers ;	4 points
2.6	Méthodologie de suivi clientèle et de communication entre le Titulaire et le Maître d'Ouvrage.	3 points
Prestation relative au traitement d'eau des piscines (20%)		
2.7	Personnel dédié à ces prestations spécifiques ;	5 points
2.8	Méthodologie des analyses quotidiennes	5 points
2.9	Méthodologie de la maintenance (dont gammes à compléter)	5 points
2.10	Méthodologie des nettoyages de plage (TO 1)	5 points
Performance énergétique et travaux (20%) – TO 2		
2.11	Proposition RSE du Candidat	2.5 points
2.12	Présentation du personnel dédié pour la réalisation des travaux (variante obligatoire)	2.5 points
2.13	Méthodologie de mise en place de la solution photovoltaïques y compris : <ul style="list-style-type: none"> • Phase conception (étude, outil utilisé, ...) • Phase de réalisation (méthodologie de travail, choix des équipements, plan d'implantation ...) • Phase d'exploitation (entretien des équipements, remplacement programmé, évolution de la performance, ...) • Planning global de la mission 	5 points

Critères et sous-critères		Pondérations
2.14	Cohérence des travaux de performances énergétiques. Justification des réductions de coûts de fonctionnement et engagement sur des consommations cibles (bois, électricité, production photovoltaïque, ...)	5 points
2.15	Rendu et pertinence de l'étude photovoltaïques phase APS	5 points

Les notes de prix des différents candidats seront attribuées en fonction du montant en coût global de l'annexe n°2 au RC. Cette annexe est à remplir obligatoirement par le candidat.

Le coût global sera composé de deux éléments :

- Le coût d'exploitation de la piscine (P1/P2/P3+ TO n°1 à n°2)
- Les économies engendrées par la Tranche optionnelle n°2

La somme des deux éléments permettra de quantifier l'impact de l'installation solaire photovoltaïque sur le coût de fonctionnement de la Communauté de communes de Haute Cornouaille.

Le coût global du moins disant, celui-ci obtiendra la note maximale sur le critère prix. La note des autres candidats sera déterminée par application de la formule suivante :

$$(\text{Montant du coût global le plus bas}) / (\text{Montant du coût global candidat noté}) \times \text{Nombre de points}$$

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée via la plateforme d'échanges <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise> . En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Pour chacun des candidats, les notes obtenues au regard des différents critères et sous-critères techniques seront additionnées.

Au terme de l'analyse, en cas d'égalité de notation, le candidat ayant obtenu la meilleure note sur le critère du prix des prestations sera déclaré attributaire.

Les prix sont analysés en € HT.

8.3 Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le Maître d'Ouvrage engagera des négociations avec tous les candidats sélectionnés dans les conditions définies au présent règlement de la consultation.

8.3.1 Début de la période de négociation

A l'issue de l'analyse des offres initiales, les candidats seront amenés à négocier avec le Maître d'Ouvrage. Le Maître d'Ouvrage négociera, avec les candidats sélectionnés, les offres initiales et toutes les offres ultérieures, à l'exception des offres finales.

Cette négociation se fera par mail, via la plateforme ou par entretien.

Lors de la présentation de l'offre en première version une feuille d'émargement sera à signer par l'ensemble des participants à la négociation.

Les sociétés participant à la négociation seront informées des éléments, des modalités et des échéances de la négociation par le biais du profil acheteur : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>

Les négociations sont conduites dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les participants.

La négociation avec les candidats se fera par le biais d'échanges écrits ou oraux. Tous les échanges se dérouleront en langue française.

Le Maître d'Ouvrage pourra discuter de l'ensemble des prestations décrites dans l'offre du candidat, dans le respect des exigences minimales et des critères de jugement des offres.

Les négociations porteront non seulement sur les aspects techniques mais également sur les aspects économiques, juridiques et contractuels des offres remises par les candidats, dans le respect des règles de publicité et de mise en concurrence.

À l'issue des échanges, les candidats pourront être invités par le Maître d'Ouvrage à répondre à des questions et à remettre une nouvelle offre dans un délai qui sera fixé par la personne publique.

Le Maître d'Ouvrage indiquera aux candidats les éventuels changements apportés aux spécifications techniques ou aux autres documents de la consultation, le cas échéant.

Le Maître d'Ouvrage pourra demander à chacun des candidats de compléter, de préciser voire de modifier son offre sans pour autant que lesdits compléments, précision ou modification entraîne un changement fondamental des solutions ou des propositions initiales du candidat.

Le schéma qui vient d'être décrit pourra être renouvelé autant de fois que nécessaire dans le cadre de la phase de négociation, qui pourra comporter autant de réunions que le Maître d'Ouvrage jugera nécessaire

8.3.2 Fin de la période de négociation

La phase de négociation s'achèvera par une demande d'offre finale, si le Maître d'Ouvrage n'a pas retenu d'offre initiale dans les conditions indiquées ci-dessus.

Les candidats retenus recevront le courrier informant de la date de clôture de la négociation les invitera à remettre leur offre finale sur la base de la ou des solutions présentées et spécifiées au cours de la phase de négociation.

L'invitation à remettre leur offre finale précisera le contenu de cette offre. Elle comportera au moins la date et l'heure limites de réception de ces offres, l'adresse à laquelle elles seront transmises, l'indication de l'obligation de les rédiger en langue française, les éléments requis et nécessaires.

Toute offre finale qui parviendra après la date fixée sera écartée. Dans cette hypothèse, seule sera prise en compte la dernière proposition du candidat précédant son offre ainsi rejetée.

Le cas échéant, le Maître d'Ouvrage se réserve la faculté de demander aux candidats des précisions et des clarifications sur leur offre finale.

8.3.3 Attribution

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 6 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

Le candidat retenu produira ses certificats fiscaux et sociaux, selon la demande faite par le Pouvoir adjudicateur.

Le candidat retenu produira ses une attestation d'assurance en cours de validité.

Seulement si le Candidat retenu n'est pas en mesure de fournir les documents demandés, la même demande sera alors faite au candidat suivant dans le classement des offres, qui sera déclaré attributaire du marché sous réserve que lui-même fournisse ces documents dans le même délai. (Et ainsi de suite, tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables).

L'analyse des offres de base et des variantes seront séparées et sur la base de critères différents. Le pouvoir adjudicateur se laisse le choix de sélectionner la meilleure offre de base ou la meilleure variante obligatoire selon les critères des deux analyses.

9 Renseignements complémentaires

9.1 Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.megalis.bretagne.bzh/entreprise>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Les documents de la consultation seront disponibles sur la plateforme de dématérialisation.

9.2 Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Rennes

Hôtel de Bizien

3, Contour de la Motte CS44416

35044 Rennes Cedex

Téléphone : 02 23 21 28 28

Courriel : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.

- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.